Marc Van Ranst, l'influent virologue flamand. © WOUTER VAN VOOREN

Les deux virocraties

VINCENT LABORDERIE

Politologue à l'UCLouvain

On connaît la thèse, popularisée par Bart De Wever, qui consiste à voir la Belgique comme la coexistence de deux démocraties avec deux systèmes de partis et des médias distincts. Le débat public s'y déroule de manière séparée, ce qui ne facilite pas le fonctionnement du pays. Mutatis mutandis, le même raisonnement pourrait être appliqué au débat concernant la crise sanitaire. Inutile de parler de démocratie ici puisque la population en est résolument absente. On ne lui a jamais demandé son avis, sinon via des micros-trottoirs, et on a bien l'impression que, plus la crise avance, plus la démocratie est confinée.

En revanche, une nouvelle catégorie d'acteurs est apparue aux côtés des politiques et des journalistes: les experts, médecins ou épidémiologistes rassemblés sous le terme de «virologues». Ils font désormais partie intégrante du jeu de pouvoir qui consiste à décider si nous aurons le droit d'aller au cinéma, au restaurant, de faire du sport, d'inviter des amis chez nous, ou simplement de sortir après 22 heures. Ici aussi, la configuration des forces et les avis diffèrent fortement au nord et au sud du pays.

Vision dominante

En Flandre, la cause est entendue: selon les experts ayant voix au chapitre, il faut rester confinés le plus longtemps possible tant qu'une majorité de la population n'est pas vaccinée. Sous la houlette de Marc Van Ranst, ils représentent un petit groupe aux idées bien arrêtées. Quiconque pourrait émettre un avis discordant en fera les frais. C'est ainsi que Lieven Annemans subit une mise à mort médiatique d'une violence inouïe pour avoir remis en cause la vision dominante. Il fut même accusé d'être, avec Jean-Luc Gala et quelques autres (tous francophones), l'une des causes de la deuxième vague.

La situation est fort différente en Belgique francophone. Les avis de Marius Gilbert ne sont pas ceux d'Yves Coppieters, et aucun des deux n'a la même approche qu'un Bernard Rentier ou un Nathan Clumeck. De ce côté-ci de la frontière linguistique, il n'y eut qu'Emmanuel André pour voir une deuxième vague en juillet ou des mouvements «sous les courbes» il y a quelques semaines. Mais on pourrait objecter que, si Emmanuel André a bien le français pour langue maternelle, il travaille à la KULeuven et fait partie du laboratoire de Marc Van Ranst. De là à penser qu'il est le porte-parole francophone de ce dernier…

> Le manque de représentation des francophones au niveau du pilotage de la crise donne le sentiment que, ici comme ailleurs, les Flamands dominent.

Diversité d'avis

La relation entre experts et politiques est également différente au nord et au sud. En Flandre, l'uniformité des points de vue des virologues et leur présence médiatique laissent peu de marge de manœuvre aux politiques. Côté francophone, la diversité des avis d'experts permet au contraire aux politiques de reprendre leur rôle. Georges-Louis Bouchez fut le premier à le comprendre lorsque, pour appuyer sa demande de réouverture des coiffeurs, il fit référence aux propos de Nathan Clumeck. Il est d'ailleurs piquant de constater que la querelle Bouchez-Van Ranst a opposé un politique francophone à un virologue flamand. De même, c'est Geert Molenberghs qui a répondu cette semaine à Elio Di Rupo qui demandait des assouplissements.

Au-delà de ces divergences, le manque de représentation des francophones au niveau du pilotage de la crise donne le sentiment que, ici comme ailleurs, les Flamands dominent. Ce n'est pas un hasard si la Région wallonne a voulu se doter d'une expertise spécifique en désignant un Délégué général Covid-19. La composition du gouvernement de Croo n'est pas faite pour apaiser ces craintes. En effet, outre le Premier ministre, les ministres de la Santé, de l'Intérieur et de la Justice (deux acteurs cruciaux dans une gestion de crise de plus en plus répressive) n'auront, in fine, de compte à rendre qu'aux électeurs du nord du pays.

Cela ne serait pas véritablement un problème si la Belgique n'avait pas décidé, depuis le début de cette crise, d'avoir des mesures uniformes sur l'ensemble de son territoire. Voilà qui est pour le moins étrange dans un État fédéral, et questionnable en termes d'efficacité. En effet, cette pandémie a montré que la réponse en cas d'explosion des cas devait être rapide, forte et ciblée. Or choisir un traitement national uniforme conduit à adopter des mesures trop fortes à un endroit, mais pas assez ailleurs. Cela se fait en tout cas toujours avec retard, tant pour le confinement que le déconfinement, puisque l'accord de tous est nécessaire. Qu'y a-t-il de moins adapté à la gestion d'une épidémie fulgurante que la recherche de compromis et les négociations à la belge?

Légitimité politique

Cette uniformité pose du reste la question de la légitimité politique. Car si les politiques francophones semblent partisans d'un déconfinement plus rapide, ce n'est pas seulement parce que la diversité des avis d'experts leur offre cette opportunité. Ils ne font que relayer une demande sociale qui leur parvient, parfois crûment.

Pourquoi en Wallonie plus qu'en Flandre? On peut bien sûr jouer sur les clichés en opposant le Wallon bon vivant et avide de contacts au Flamand discipliné. Mais la raison est plus probablement à rechercher dans l'écart socio-économique entre les deux régions. Il est établi que les mesures de confinement touchent beaucoup plus durement les classes populaires et les populations précarisées. Or la part des personnes en risque de rupture économique, sociale et même psychologique est beaucoup plus significative en Wallonie ou à Bruxelles qu'en Flandre. Les dégâts du confinement étant inégalement répartis dans le pays, il n'y a rien d'illogique à voir les Régions dont la population en souffre le plus demander à ce que l'on hâte sa fin. Le risque de voir une partie de la société bruxelloise et wallonne basculer inquiète légitimement.

Il serait donc peut-être temps que la Belgique se souvienne que, si elle est un État fédéral, ce n'est pas tout à fait un hasard, et que la gestion différenciée n'a rien d'une hérésie. À défaut, on risque d'ajouter à la crise sanitaire, sociale et économique, une crise communautaire.